

Le Conseil International d'Enseignement à Distance (ICDE, suivant le sigle en anglais) est l'organisme mondial de représentation et de coordination des systèmes, organisations et opérateurs dont l'activité incide sur l'éducation et la formation ouverte et à distance. Fondé en 1938, l'ICDE compte aujourd'hui plus d'un millier de membres représentant environ cinq mille organisations publiques et privées, à tous niveaux d'enseignement; c'est une ONG affiliée à l'UNESCO, présente et agissante en 109 États souverains. L'ICDE a un Secrétariat Général permanent à Oslo et un réseau de secrétariats régionaux dans différents pays; plus un Comité Exécutif de six Vice-Présidents représentant les grandes aires géographiques du globe. La présidence est à présent assurée par l'Universidade Aberta du Portugal, par élection et jusqu'en 1999, par notre intermédiaire.

Parmi ses membres institutionnels, l'ICDE compte des associations et des institutions qui opèrent surtout en régime d'éducation à distance, dont les institutions universitaires dites "Universités Ouvertes"; de nombreuses autres, en nombre croissant, qui pratiquent en parallèle l'enseignement en classe et un régime basé sur l'auto-apprentissage, quoique dirigés à des populations-cible distinctes (opérations en mode dual); des établissements d'enseignement ou de formation agissant en mode mixte (enseignement en classe et à distance) appliqué à la même population d'étudiants; finalement, et ceci depuis très récemment, des entreprises et des services de télécommunications globales, de radiodiffusion et de télédiffusion.

L'évolution de la composition des membres institutionnels de l'ICDE suit de près les innovations technologiques et l'application qu'on en fait dans les méthodologies, les techniques didactiques et l'organisation des systèmes d'éducation et de formation à distance. En effet, l'évolution mondiale des systèmes d'éducation à distance peut être divisée en trois phases correspondant aux périodes suivantes:

* Comunicação apresentada, enquanto Presidente do ICDE e Reitor da Universidade Aberta, no Colóquio Internacional organizado pelo CNED (Centre National d'Enseignement à Distance), pela Universidade Aberta de Israel e com a participação do ICDE (International Council for Distance Education), no Senado, em Paris, Fevereiro de 1996. (N.E.)

- Avant 1969, les organisations consacrées à ce genre d'activités étaient entièrement basées sur un usage intensif de la voie postale, d'où la désignation courante d'enseignement par correspondance.
- La fondation de l'Open University britannique, à la fin de cette décennie, a été suivie de près, dans les années 70, par la création de l'UNED espagnole et de la FernUniversität allemande, en Europe, et pour bon nombre d'autres universités approximativement du même modèle, en Amérique du Nord, en Asie et en Australie. Toutes étaient basées sur un usage intensif de la télévision et de la radio, aussi bien que sur les enregistrements magnétiques correspondants; les voies postale et téléphonique, autant que des séances en classe, assuraient un minimum d'interaction directe avec les étudiants. La création de très nombreuses institutions de ce même genre s'est poursuivie dans le courant des années 80; l'usage des techniques de formation ouvertes et à distance s'est étendu à des organisations publiques et privées, consacrées à la formation professionnelle.
- À partir de la fin de cette décennie, le développement des nouvelles technologies d'information et de communication a donné un nouvel essor à l'activité des systèmes d'enseignement et de formation à distance; un nombre considérable de nouvelles organisations et d'initiatives a été créé et des expériences très novatrices ont eu lieu concernant, soit de nouveaux modes de communication avec et entre étudiants, soit de nouveaux matériaux didactiques à interactivité accrue. La communion entre l'interactivité et les télécommunications a produit ce que l'on appelle aujourd'hui les "médias de connaissance" (*Knowledge media*), diffusés sur des supports matériels tels le CD-ROM et le CD-I ou bien sur des réseaux télématiques généralisés comme l'INTERNET.

Parallèlement à cette évolution qualitative et à la prolifération quantitative des systèmes d'éducation et de formation à distance (leur nombre étant estimé à présent dans l'ordre d'une dizaine de milliers, dans plus de cent pays de tous les continents), l'impact politique de ces systèmes s'est clairement accru: les autorités nationales aussi bien que les organisations régionales et internationales mentionnent de plus en plus l'éducation et la formation à distance dans leurs documents stratégiques sur le développement des ressources humaines, la compétitivité et l'emploi.

On peut reconnaître, d'autre part, une tendance générale vers l'adoption, dans les pays développés, de méthodologies basées sur l'auto-apprentissage par des organisations

conventionnelles, telles les grandes universités classiques, les agences nationales de formation et d'emploi et les entreprises de dimension considérable. Une douzaine d'universités allemandes conventionnelles et un nombre encore plus expressif d'universités nord-américaines prestigieuses sont les pionnières de cette tendance.

Suivant le même chemin, les méga-systèmes multinationaux de communication et de traitement d'information donnent des signes clairs de vouloir envahir le terrain (auparavant bien gardé) des services d'éducation et de formation, et ceci en raison de la dimension planétaire des potentiels usagers. AT&T, Philips et Time/Warner/Turner en sont des exemples évidents.

Ce panorama, aux traits globalement positifs, mérite, cependant, une analyse un peu plus fine sur la nature même des nouvelles technologies et les possibles conséquences sociales de leur application généralisée.

La métaphore implicite des "autoroutes de l'information" conduit à imaginer des voies multiples et de largeur considérable, par où se déplacent, et les poids lourds informatiques des grandes entreprises et les "sportives" individuelles, carrossés en Power Pc, avec moteur Pentium et avec une vitesse de pointe de plus de 150 Mhz.; et, si la traversée du Bosphore est, à un moment précis, encombrée, on peut passer d'Europe en Asie moyennant un "petit" détour par Seattle et Vladivostok. Chaque citoyen du monde aura ainsi l'accès direct à des millions de tonnes de MégaBytes dont il pourra disposer librement et presque sans frais.

Et pourtant, notre enthousiasme à l'égard des bénéfices attendus de cette nouvelle Société de l'Information, dont le potentiel est à peine imaginable, doit être mitigée, à notre avis, par une pensée dédiée aux futurs exclus de cette même Société. Parmi eux, on pourra nommer les illettrés informatiques, nombreux d'entre eux appartenant à notre génération; ceux dont la langue, ou l'alphabet, ne figurent pas, et il n'y figureront peut-être à jamais, sur Internet; ceux qui habitent dans des pays ou des régions déprimées, voire dans des bourgades ou des maisons isolées, en dehors ou à la périphérie des réseaux télématiques; les chômeurs, les pauvres et les vieux, pour qui l'ordinateur est inaccessible ou n'est qu'un mot à signification ésotérique; tous ceux, enfin, qui ne peuvent pas se donner le temps ou les moyens de participer à l'aventure des nouvelles technologies. Cela veut dire que les innovations à introduire (ou à consentir), dans l'organisation et le tissu même de notre société, aussi bien que sur les gestes du quotidien et sur l'accès aux mécanismes de la participation sociale, culturelle et civique, ne peuvent pas - ne doivent pas - contribuer à accroître le nombre de ces exclus.

La Commission de l'Union Européenne, connaissant cet ordre de dangers, a récemment constitué et mandaté un Groupe d'Experts, très restreint, en vue d'étudier et de produire des recommandations sur cette matière précise. Leur rapport, "Construire la Société d'Information Européenne pour Nous Tous" vient d'être publié et fournit un nombre de réflexions de portée assez sérieuse à l'égard de possibles conséquences négatives à éviter dans la construction de cette nouvelle société.

D'un tout autre point de vue, plutôt pragmatique, il faudra reconnaître que les individus, aussi bien que les organisations ne souffrent généralement pas trop d'un déficit de **quantité** d'information, mais plutôt d'un manque d'information **structurée** dans les domaines précis de leurs activités et de leurs intérêts courants. Cela veut dire que les autoroutes de l'information auront leur valeur accrue par la qualité et par la diversité des services qu'elles rendent possibles et accessibles, plutôt que par la quantité et la densité d'information disponible sur les réseaux.

La valeur ajoutée des autoroutes de l'information concernera surtout les usagers institutionnels, responsables aussi par l'organisation des services fournis à leurs clients qui deviendront ainsi partie intégrante, en tant qu'abonnés, de l'institution elle-même.

Du côté des individus, il ne faut pas que la conscience d'avoir accès, sans trop de délais ni de difficultés, au contenu de la Bibliothèque du Congrès à Whashington, aux trésors du Louvre, à la page de commentaire internationale du New York Times ou aux fluctuations de la Bourse de Hong-Kong - nous fassent oublier que nous ne trouvons pas souvent le temps de lire les derniers parus chez les éditeurs et non plus les articles des revues de notre domaine scientifique propre, que nous devrions pourtant absolument connaître...

De même, l'usage non institutionnel des réseaux télématiques n'est pas suffisamment mûr pour ce qui est des équipements d'accès individuel: la multiplication et la sophistication des fonctionnalités des logiciels nouveaux rendront obsolète, à très brève échéance, le dernier paru des ordinateurs personnels et le leurre des prix en baisse (à qualité comparable) ne manquera pas d'accroître visiblement la fréquence des investissements nécessaires pour maintenir passablement *up to date* nos ordinateurs domestiques.

Les universités ouvertes et d'autres systèmes d'éducation et de formation à distance s'approprient à retirer tout avantage possible de ces nouvelles facilités de communication généralisée. Les réseaux télématiques permettent la distribution chez l'étudiant, des matériaux didactiques en discours écrit ou multimédia, aussi bien que des documents interactifs, possédant une architecture hypermédia; l'accès des apprenants à des cours et

des conférences virtuelles, aussi bien qu'à des simulateurs de manipulation expérimentale (*dry laboratories*); les activités tutoriales, en direct ou en différé, et la consultation de bases de données, de banques de questions et de difficultés sur les matières enseignées; finalement, la possibilité d'établir un rapport personnalisé entre le système d'enseignement et l'étudiant, et entre les étudiants eux-mêmes, brisant de manière adéquate l'isolement caractéristique de l'étudiant en régime d'apprentissage à distance.

Il ne faut pas que les perspectives positives de ces innovations nous laissent perdre de vue l'équilibre délicat qui doit exister entre l'usage de technologies avancées et la discrimination économique et sociale qui peut en découler, au sein de l'univers des étudiants. Dans un cas de figure, la trivialisation de certaines technologies, au niveau de la majorité des foyers d'une région donnée, permettra peut-être de postuler que tous les usagers potentiels d'un certain service de formation **devraient** avoir accès à ces technologies et cela à leurs propres frais. Le cas échéant, soit une autre technologie, moins exigeante et plus conventionnelle sera adoptée, soit l'institution devra fournir aux étudiants tous les moyens technologiques sur lesquels est basé son modèle d'enseignement et en assumer les frais d'opération et de maintien.

Il est clair, d'autre part, que les institutions universitaires, un peu partout dans le monde, sont en train de perdre leur monopole antérieur dans le domaine de la formation scientifique de haut niveau et de la créditation correspondante. Ceci est le résultat direct de la pluralité croissante des sources de connaissance scientifique et technique en dehors de l'environnement universitaire, aussi bien que de la globalisation des réseaux véhiculant ce genre d'information, devenu à la portée du public en général. Il ne suffit pas — nous l'avons déjà affirmé — que cette information soit disponible à l'état brut sur réseau, mais que, en plus, elle soit organisée et délivrée comme un service d'éducation ou de formation. Et voilà l'origine de l'intérêt accru des méga-systèmes de communication et de traitement d'information à l'égard de l'enseignement à distance, leur stratégie étant celle d'inclure ce genre de services dans les **Nouvelles Industries Culturelles**, allant de pair avec l'information, le spectacle, le sport, l'art et les loisirs, déjà absorbés dans leur sphère d'opération.

Cet élargissement du rayon d'influence des systèmes de communications globales est le résultat de leur évaluation sur le développement prévisible de la demande des services d'éducation et de formation, dans toutes les régions du monde. Ceci est une conséquence directe des tendances globales concernant la mobilité des gens, la mondialisation de

l'économie, la circulation des idées et la dissémination des innovations technologiques, aussi bien que méthodologiques. Le résultat en est l'érosion prématurée de qualifications scientifiques, techniques et organisationnelles et la dépréciation des profils professionnels désuets; en absence d'un effort continu d'adaptation des travailleurs aux caractéristiques changeantes des postes de travail, la menace du chômage peut devenir une certitude à courte échéance, l'offre étant axée sur des exigences de qualifications nouvelles.

La formation professionnelle continue pourvoit la seule assurance efficace contre l'instabilité des emplois; elle doit cependant avoir lieu sans sacrifice majeur de la productivité des travailleurs, c'est-à-dire, sans interruption de la journée de travail. Les méthodologies de formation dites ouvertes ou à distance fournissent la réponse à ce dilemme.

D'une autre perspective, l'installation de la nouvelle société de l'information aura comme conséquence majeure l'accélération du processus d'évolution et de mutation au niveau de la vie quotidienne de la société elle-même; il sera facile, dans ces conditions, de perdre pied dans le raz de marée innovant. L'information concernant ces changements devra être constamment mise à la portée de tous les citoyens, faute de quoi ils pourront voir sacrifiée leur capacité de participation et d'intervention civique.

Les organisations d'éducation à distance, de par leur caractère d'entité hybride, à la fois source de connaissances et réseau de communication de masses, ont un rôle certain dans la prestation des services de formation continue, d'éducation et d'information généralisée. La plupart d'entre eux a déjà assumé cet élargissement de fonctions: des systèmes tels que les universités ouvertes ont maintenant tendance aussi bien à agir dans le domaine universitaire pur que à opérer en terrains de la formation professionnelle, de l'éducation générale, de l'éducation d'adultes et d'autres formes de transmission de connaissances ou d'information.

En vue d'atteindre ces cibles de destinataires différents, il faut mobiliser toutes les ressources disponibles en termes de communication: les médias conventionnels, le document écrit sur papier, la télécopie et le téléphone, les enregistrements magnétiques ou optiques, les ordinateurs et les réseaux télématiques, l'hypermédia, la réalité virtuelle et l'intelligence artificielle. Et tout cela sans oublier que la communication digitalisée, aussi parfaite et efficace sera, ne chassera jamais notre besoin de trouver, au moins de temps en temps, un peu de vraie chaleur humaine.